

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MARS 2008
Motion d'urgence au Conseil Municipal de Rouen
présentée par le groupe Centre, Démocrates et Indépendants

A l'occasion du 49^{ème} anniversaire de l'exil du Dalaï-Lama, des manifestations de soutien au gouvernement en exil ont lieu au Tibet, notamment à Lhassa, capitale tibétaine, et sur l'ensemble du plateau tibétain depuis une dizaine de jours. Les autorités chinoises ont procédé à de nombreuses arrestations de moines et de civils et à une répression féroce, dont il est difficile, faute d'une information libre, de connaître l'ampleur. Ainsi, selon les autorités tibétaines en exil, cette répression aurait fait plus de 140 morts à ce jour.

La perspective des Jeux Olympiques à Pékin à l'été 2008, durant lesquels la Chine sera au cœur de l'opinion publique mondiale, aurait du inciter les autorités chinoises à trouver un terrain d'entente avec le Dalaï-Lama et à faire progresser la situation des droits de l'homme comme elles s'y étaient engagées auprès du Comité International Olympique il y a 7 ans lorsque la décision politique de confier l'organisation des Jeux Olympiques à la Chine a été prise. A quelques mois de leur ouverture, la situation actuelle apparaît extrêmement choquante.

Les Jeux Olympiques ont un lien avec les droits de l'homme : l'olympisme, c'est avant tout la fraternité, le respect de l'autre et donc le respect des droits de l'homme. Ce qui est en jeu au Tibet, qui se trouve dans une situation d'oppression depuis plus de cinquante ans, ce sont les droits de l'homme, mais aussi et surtout une identité culturelle et religieuse que les Tibétains veulent vivre pleinement, représentée par le dalaï-lama, qui a toujours défendu une solution équilibrée et pacifique.

Ces événements tragiques interpellent légitimement la communauté internationale. La France qui, aux yeux du monde, représente l'idéal des droits de l'homme est dépositaire des valeurs universelles de liberté et de démocratie qui y sont attachées. Dans quelques mois, elle présidera l'Union européenne ; elle aura donc la responsabilité d'entraîner ses partenaires européens à adopter une politique commune sans ambiguïté sur la question tibétaine, qui soit à la fois ferme et constructive.

Elus de la Ville de Rouen, attachés à la défense des droits de l'homme et au peuple tibétain, nous pensons qu'il est urgent de parvenir à un règlement équilibré de la question tibétaine, qui préserve l'identité, la culture, la langue et l'environnement de ce territoire himalayen en reconnaissant son autonomie.

En conséquence, la ville de Rouen réaffirme sa préoccupation vis-à-vis de la situation des tibétains et invite instamment le gouvernement de la République populaire de Chine à cesser les violences actuelles et à reprendre le dialogue sans préalable avec le Dalaï-Lama afin de parvenir à des solutions pragmatiques qui respectent l'intégrité territoriale de la Chine et répondent aux aspirations du peuple tibétain.

A cet effet, la ville de Rouen demande au gouvernement français de prendre toute mesure adaptée auprès de son homologue chinois pour que cessent immédiatement les violences au Tibet et pour faciliter la reprise du dialogue indispensable entre les autorités chinoises et les représentants du Dalaï-Lama. Les élus du groupe Centre, Démocrates et Indépendants souhaitent également que le Président de la République reçoive officiellement le Dalaï-Lama à l'Élysée lors de sa venue en France en août prochain.

Enfin, afin de manifester officiellement et symboliquement le soutien la ville de Rouen au peuple tibétain en cette période tragique, le groupe Centre, Démocrates et Indépendants demande à ce que le drapeau tibétain soit arboré au fronton de la mairie de Rouen, comme la majorité municipale d'alors l'avait fait en mars 2006 à l'occasion de la commémoration du 47^e anniversaire du soulèvement du peuple tibétain.